

Procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil municipal de la Ville de Marieville tenue le mardi 12 décembre 2017 à 19 h 30, à la salle des délibérations du Conseil de l'hôtel de ville, sous la présidence de madame Caroline Gagnon, Mairesse, à laquelle sont présents :

Poste	Nom
Conseiller, district électoral numéro 1	Sylvain Lapointe
Conseillère, district électoral numéro 2	Geneviève Létourneau
Conseillère, district électoral numéro 3	Cynthia Vallée
Conseillère, district électoral numéro 4	Monic Paquette
Conseiller, district électoral numéro 6	Gilbert Lefort

Sont aussi présentes : Mesdames Francine Tétreault, OMA, directrice générale et Nancy Forget, OMA, MBA, directrice générale adjointe et greffière adjointe.

Monsieur Louis Bienvenu, conseiller, district électoral numéro 5, est absent.

Aucune personne n'assiste à la séance.

ORDRE DU JOUR

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1.1 Adoption de l'ordre du jour

2. ADOPTION PAR LE CONSEIL DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE PRÉCÉDENTE

3. DÉPÔT DE DOCUMENTS

3.1 Dépôt de déclaration des intérêts pécuniaires d'un membre du Conseil municipal

4. ADMINISTRATION

4.1 Aide financière accordée à l'organisme Clinique Pro-Santé Marieville pour le maintien de la clinique médicale sur le territoire de la Ville de Marieville

4.2. Trésorerie

5. PROJET DE RÈGLEMENT ET AVIS DE MOTION

5.1. Adoption de règlement

5.1.1 Adoption du projet de règlement numéro 1187-17 intitulé « *Règlement concernant l'imposition des taux de taxation, compensations et tarifs pour l'exercice financier 2018* »

5.2. Avis de motion

- 5.2.1 Avis de motion – Règlement numéro 1187-17 intitulé « *Règlement concernant l'imposition des taux de taxation, compensations et tarifs pour l'exercice financier 2018* »

6. AFFAIRES GÉNÉRALES OU NOUVELLES

7. COMMUNICATION DU MAIRE AU PUBLIC

- 7.1 Communication de la Mairesse au public

8. PÉRIODE DE QUESTIONS

9. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

- 9.1 Levée de l'assemblée

La séance ayant été dûment convoquée, madame la Mairesse constate le quorum et déclare la séance ouverte à 19 h 50.

1) ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1.1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

M17-12-396

SUR PROPOSITION DE : Gilbert Lefort
APPUYÉE PAR : Monic Paquette
IL EST RÉSOLU :

D'adopter l'ordre du jour de la présente séance de ce Conseil, tel que présenté.

De garder l'ordre du jour ouvert.

VOTE : POUR : 5
CONTRE : 0
ABSENT : 1

ADOPTÉE

2) ADOPTION PAR LE CONSEIL DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE PRÉCÉDENTE

3) DÉPÔT DE DOCUMENTS

3.1 DÉPÔT DE DÉCLARATION DES INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES D'UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL

Monsieur Sylvain Lapointe, conseiller, dépose sa déclaration des intérêts pécuniaires conformément aux dispositions des articles 357 et 358 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (R.L.R.Q., c. E-2.2).

4) ADMINISTRATION

4.1 AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE À L'ORGANISME CLINIQUE PRO-SANTÉ MARIEVILLE POUR LE MAINTIEN DE LA CLINIQUE MÉDICALE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MARIEVILLE

CONSIDÉRANT que l'organisme, Développement Marieville (maintenant Clinique Pro-Santé Marieville), a mis sur pied un projet de clinique médicale sur le territoire de la Ville de Marieville et à cet effet avait demandé à la Ville de Marieville de contribuer à raison de 10 \$ par citoyen;

CONSIDÉRANT, qu'aux termes de la résolution M14-04-103, la Ville de Marieville s'était engagée à verser à Développement Marieville une contribution annuelle, pour une période n'excédant pas trois (3) ans, dans le cadre de l'implantation d'une clinique médicale sur le territoire de la Ville de Marieville conditionnellement à la mise en place, à l'ouverture au public et à la poursuite des activités de ladite clinique médicale sur le territoire de la Ville de Marieville;

CONSIDÉRANT que le dernier versement relatif à cette demande a été versée en novembre 2017;

CONSIDÉRANT que Clinique Pro-Santé Marieville a formulé une nouvelle demande de contribution financière comprenant notamment une contribution financière de 10 \$, par citoyen, annuellement pour trois ans;

CONSIDÉRANT que la Ville de Marieville est d'accord d'appuyer la clinique médicale pour l'année 2018 à raison d'une contribution annuelle de 10 \$ par citoyen;

CONSIDÉRANT que le nombre de citoyens de la Ville de Marieville est déterminé conformément au décret concernant la population des municipalités locales, tel que publié annuellement dans la Gazette officielle du Québec;

CONSIDÉRANT que cette contribution est toutefois conditionnelle au respect de certaines conditions;

M17-12-397

SUR PROPOSITION DE : Monic Paquette
APPUYÉE PAR : Geneviève Létourneau
IL EST RÉSOLU :

Que la Ville de Marieville s'engage à verser, à l'organisme Clinique Pro-Santé Marieville (autrefois connu sous le nom de Développement Marieville), dans le cadre du projet de clinique médicale, le tout aux conditions suivantes :

- que la clinique demeure ouverte;
- que l'organisme, Clinique Pro-Santé Marieville, démontre que les services offerts par la clinique médicale priorisent les résidents de la Ville de Marieville;

- que Clinique Pro-Santé Marieville fournisse, à ses frais, des états financiers audités pour la période du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 ainsi que pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019;
- que tous les procès-verbaux des rencontres de Clinique Pro-Santé Marieville soient remis à la Ville;
- qu'une preuve écrite des engagements et des départs de tous les médecins soit transmise à la Ville au fur et à mesure que des changements surviennent;
- que les statistiques mensuelles du nombre de Marievillois qui utilisent la clinique soient transmises à la Ville;
- qu'un état des résultats mensuels soit transmis à la Ville;
- que l'état d'avancement du dossier relatif à l'hypothèque légale soit donné à chaque mois à la Ville.

Le tout à la satisfaction de la Ville de Marieville.

Cette aide financière sera répartie en douze versements mensuels égaux et consécutifs payables le dernier jour de chaque mois de l'année 2018. Toutefois, le montant des taxes dues pour l'année 2016 ainsi que les intérêts seront déduits des premiers versements mensuels, et ce jusqu'au paiement complet desdites taxes 2016 et intérêts impayés.

Le nombre de citoyens de la Ville de Marieville étant déterminé conformément au dernier décret concernant la population des municipalités locales publié dans la Gazette officielle du Québec faisant état de 10 882 Marievillois.

D'approprier le montant nécessaire du poste budgétaire 02-590-00-970 et de l'affecter au paiement de cette dépense.

VOTE : POUR : 5
 CONTRE : 0
 ABSENT : 1

ADOPTÉE

4.2) TRÉSORERIE

5) PROJET DE RÈGLEMENT ET AVIS DE MOTION

5.1) ADOPTION DE RÈGLEMENT

5.1.1 ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 1187-17 INTITULÉ « RÈGLEMENT CONCERNANT L'IMPOSITION DES TAUX DE TAXATION, COMPENSATIONS ET TARIFS POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018 »

CONSIDÉRANT l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (R.L.R.Q., c. C-19) qui prévoit que l'adoption finale d'un règlement doit être précédée de la présentation d'un projet de règlement;

M17-12-398

SUR PROPOSITION DE : Geneviève Létourneau
APPUYÉE PAR : Sylvain Lapointe
IL EST RÉSOLU :

D'adopter le projet de règlement numéro 1187-17 intitulé « Règlement concernant l'imposition des taux de taxation, compensations et tarifs pour l'exercice financier 2018 » comme suit:

RÈGLEMENT NUMÉRO 1187-17

Règlement concernant l'imposition des taux de taxation, compensations et tarifs pour l'exercice financier 2018

ATTENDU que le Conseil de la Ville de Marieville a adopté, le 19 décembre 2017, le budget de la municipalité pour l'exercice financier 2018;

ATTENDU que le Conseil de la Ville de Marieville doit déterminer les redevances municipales exigibles, conformément au budget adopté, ainsi que les modalités de paiement de ces redevances;

ATTENDU le décret 644-2000 daté du 1^{er} juin 2000 publié dans la Gazette officielle du Québec du 14 juin 2000, concernant le regroupement de la Ville de Marieville et de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir qui comporte des dispositions relatives à la taxation;

ATTENDU que, lors de la séance extraordinaire du Conseil municipal de la Ville de Marieville tenue le 12 décembre 2017, un projet de règlement a été adopté conformément à l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (R.L.R.Q., c. C-19);

ATTENDU que, lors de la séance extraordinaire du Conseil municipal de la Ville de Marieville tenue le 12 décembre 2017, un avis de motion a été donné par _____, conseiller(ère) et que la présentation du présent règlement a été faite par _____ conformément à l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (R.L.R.Q., c. C-19);

LE CONSEIL ÉDICTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 OBJET

Le présent règlement décrète les taux de la taxe foncière générale par catégorie d'immeubles, les taxes spéciales imposées par les différents règlements d'emprunt, les compensations pour les services d'égout, d'eau potable, collecte des matières résiduelles, recyclables et organiques, de la vidange des boues de fosses septiques et tous autres compensations et tarifs pour services municipaux ainsi que leur mode de paiement pour l'exercice financier 2018 pour la Ville de Marieville.

ARTICLE 3 BUT

Le présent règlement a pour but de fixer et de pourvoir au prélèvement des taxes, compensations et tarifs, pour l'exercice financier 2018, soit pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient :

- a) *Municipalité :* Ville de Marieville;
- b) *Unité de logement :* Pièce ou groupe de pièces communicantes ayant une entrée distincte, servant ou destinée à servir de résidence ou de lieu de séjour à une ou plusieurs personnes et où l'on peut généralement consommer des repas, vivre et dormir et comportant une installation sanitaire.

**SECTION 1
TAXES FONCIÈRES GÉNÉRALES**

ARTICLE 5 CATÉGORIES D'IMMEUBLES

Les catégories d'immeubles pour lesquelles la Municipalité fixe plusieurs taux de la taxe foncière générale, afin de défrayer le coût des opérations courantes, sont les suivantes :

- 1^o catégorie résiduelle;
- 2^o catégorie des immeubles non résidentiels;
- 3^o catégorie des immeubles industriels;
- 4^o catégorie des immeubles de six logements et plus;
- 5^o catégorie des terrains vagues desservis;
- 6^o catégorie des immeubles agricoles.

Une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

ARTICLE 6 TAUX DE BASE

Le taux de base est fixé à 0,7148 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation.

ARTICLE 7 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE RÉSIDUELLE

Conséquemment à l'article 6, le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie résiduelle est fixé à 0,7148 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et sera prélevée sur tous les biens-fonds imposables appartenant à la catégorie résiduelle sur le territoire de la municipalité.

ARTICLE 8 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES NON RÉSIDENTIELS

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à 1,3377 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et sera prélevée sur tous les biens-fonds imposables appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels sur le territoire de la municipalité.

ARTICLE 9 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES INDUSTRIELS

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles industriels est fixé à 1,5215 \$ du 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et sera prélevée sur tous les biens-fonds imposables appartenant à la catégorie des immeubles industriels sur le territoire de la municipalité.

ARTICLE 10 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES DE SIX LOGEMENTS ET PLUS

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles de six logements et plus est fixé à 0,7148 \$ du 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et sera prélevée sur tous les biens-fonds imposables appartenant à la catégorie des immeubles de six logements et plus sur le territoire de la municipalité.

ARTICLE 11 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES TERRAINS VAGUES DESSERVIS

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des terrains vagues desservis est fixé à 1,1500 \$ du 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et sera prélevée sur tous les biens-fonds imposables appartenant à la catégorie des terrains vagues desservis sur le territoire de la municipalité.

ARTICLE 12 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES AGRICOLES

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles agricoles est fixé à 0,6637 \$ du 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et sera prélevée sur tous les biens-fonds imposables appartenant à la catégorie des immeubles agricoles sur le territoire de la municipalité.

**SECTION 2
COMPENSATIONS POUR SERVICES MUNICIPAUX
DE CERTAINS IMMEUBLES NON IMPOSABLES**

ARTICLE 13 IMMEUBLE VISÉ PAR LE PARAGRAPHE 100 DE L'ARTICLE 204 (1) DE LA LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

Une compensation pour services municipaux est imposée et prélevée, pour l'année 2018, à l'égard de tout immeuble situé sur le territoire de la municipalité et visé au paragraphe 10^o du premier alinéa de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) au taux de 0,60 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation.

ARTICLE 14 IMMEUBLE VISÉ PAR LE PARAGRAPHE 50 DE L'ARTICLE 204 (1) DE LA LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

Une compensation pour services municipaux est imposée et prélevée, pour l'année 2018, à l'égard de tout immeuble situé sur le territoire de la municipalité visé au paragraphe 5^o du premier alinéa de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1), au taux de 0,9217 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation.

**SECTION 3
COMPENSATION ET TARIF POUR LE SERVICE MUNICIPAL DE DISTRIBUTION DE
L'EAU POTABLE**

ARTICLE 15 IMMEUBLES NON MUNIS DE COMPTEURS D'EAU ET SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, à l'opération, à l'entretien du réseau d'eau potable et à l'entretien et à l'opération du réservoir d'eau potable et ses composantes pour les immeubles non munis d'un compteur situés sur le territoire de la municipalité, une compensation annuelle de 118 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, sis sur le territoire de la municipalité et desservis par le système municipal d'eau potable.

Toutefois, afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, à l'opération, à l'entretien du réseau d'eau potable et à l'entretien et à l'opération du réservoir d'eau potable et ses composantes pour les immeubles situés sur le territoire de la municipalité dont le code d'utilisation est « 15 - Habitation en commun » et qui sont non munis d'un compteur, une compensation annuelle de 43 \$ est imposée et sera prélevée par chambre.

Dans le cas d'un local commercial situé dans une résidence, la compensation pour le local commercial est imposée seulement si le local commercial possède une salle d'eau ou tout autre équipement de plomberie tels, notamment, lavabo ou prise d'eau.

Dans le cas d'un logement bigénérationnel, si l'occupant de la résidence unifamiliale a signé une Déclaration de l'occupant d'un logement bigénérationnel, à l'effet qu'il est l'ascendant ou le descendant du propriétaire et a transmis cette déclaration au service de la Trésorerie de la Municipalité entre le 1^{er} septembre et le 30 septembre 2017, pour la taxation 2018, ce logement sera alors exempté de la compensation. Cette déclaration est disponible au service de la Trésorerie et sera exigée à chaque année.

ARTICLE 16 IMMEUBLES MUNIS DE COMPTEURS D'EAU ET SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, à l'opération, à l'entretien du réseau d'eau potable et à l'entretien et à l'opération du réservoir d'eau potable et ses composantes pour les immeubles munis d'un compteur situé sur le territoire de la municipalité, une compensation annuelle de 118 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, sis sur le territoire de la municipalité et desservis par le système municipal d'eau potable à l'égard des premiers 75 000 gallons impériaux d'eau utilisés.

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, à l'opération, à l'entretien du réseau d'eau potable et à l'entretien et à l'opération du réservoir d'eau potable et ses composantes pour les immeubles munis d'un compteur sur le territoire de la municipalité, un tarif est imposé et sera prélevé à raison de 1,4956 \$ pour chaque 1 000 gallons impériaux indiqués au compteur à l'égard de l'excédent des premiers 75 000 gallons impériaux d'eau utilisés comme ayant été consommée par le ou les occupants d'un immeuble sis sur le territoire de la municipalité et desservi par le système municipal d'eau potable.

ARTICLE 17 IMMEUBLES MUNIS DE COMPTEURS D'EAU ET SITUÉS HORS DU TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, à l'opération, à l'entretien du réseau d'eau potable et à l'entretien et à l'opération du réservoir d'eau potable et ses composantes pour les immeubles munis d'un compteur d'eau et situés hors du territoire de la municipalité, une compensation annuelle de 268,25 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, hors du territoire de la municipalité et desservis par le système municipal d'eau potable à l'égard des premiers 75 000 gallons impériaux d'eau utilisés.

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, à l'opération, à l'entretien du réseau d'eau potable et à l'entretien et à l'opération du réservoir d'eau potable et ses composantes pour les immeubles munis d'un compteur hors du territoire de la municipalité, un tarif est imposé et sera prélevé à raison de 1,4956 \$ pour chaque 1 000 gallons impériaux indiqué au compteur à l'égard de l'excédent des premiers 75 000 gallons impériaux d'eau utilisés comme ayant été consommés par le ou les occupants d'un immeuble sis hors du territoire de la municipalité et desservi par le système municipal d'eau potable.

SECTION 4 COMPENSATION ET TARIF POUR LE SERVICE D'ÉGOUT

ARTICLE 18 IMMEUBLES NON MUNIS DE COMPTEURS D'EAU ET SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à l'opération de l'usine d'épuration des eaux usées, des stations de pompage et du réseau d'égout et ses composantes pour les immeubles non munis d'un compteur, une compensation annuelle de 204 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, sis sur le territoire de la municipalité et desservis par le système municipal d'égout.

Toutefois, afin de pourvoir aux dépenses relatives à l'opération de l'usine d'épuration des eaux usées, des stations de pompage et du réseau d'égout et ses composantes pour les immeubles situés sur le territoire de la municipalité dont le code d'utilisation est « 15 - Habitation en commun » et qui sont non munis d'un compteur, une compensation annuelle de 75 \$ est imposée et sera prélevée par chambre.

Dans le cas d'un local commercial situé dans une résidence, la compensation pour le local commercial est imposée seulement si le local commercial possède une salle d'eau ou tout autre équipement de plomberie tels, notamment, lavabo ou prise d'eau.

Dans le cas d'un logement bigénérationnel, si l'occupant de la résidence unifamiliale a signé une Déclaration de l'occupant d'un logement bigénérationnel, à l'effet qu'il est l'ascendant ou le descendant du propriétaire et a transmis cette déclaration au service de la Trésorerie de la Municipalité entre le 1^{er} septembre et le 30 septembre 2017, pour la taxation 2018, ce logement sera alors exempté de la compensation. Cette déclaration est disponible au service de la Trésorerie et sera exigée à chaque année.

ARTICLE 19 IMMEUBLES MUNIS DE COMPTEURS D'EAU ET SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à l'opération de l'usine d'épuration des eaux usées, des stations de pompage et du réseau d'égout et ses composantes pour les immeubles munis d'un compteur sur le territoire de la municipalité, une compensation annuelle de 204 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, sis sur le territoire de la municipalité et desservis par le système municipal d'égout à l'égard des premiers 100 000 gallons impériaux d'eau rejetés.

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à l'opération de l'usine d'épuration des eaux usées, des stations de pompage et du réseau d'égout et ses composantes pour les immeubles munis d'un compteur sur le territoire de la municipalité, un tarif est imposé et sera prélevé à raison de 2,2561 \$ par gallon impérial d'eau indiqué au compteur à l'égard de l'excédent des premiers 100 000 gallons impériaux d'eau rejetés comme ayant été consommés par le ou les occupants d'un immeuble sis sur le territoire de la municipalité et desservi par le système municipal d'égout.

Dans le cas des établissements industriels utilisant un système de pré-traitement des eaux usées le tarif est diminué en conséquence, selon l'entente en vigueur.

SECTION 5 COMPENSATION POUR LA COLLECTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES, RECYCLABLES ET ORGANIQUES

ARTICLE 20 COMPENSATION POUR LA COLLECTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la collecte des matières résiduelles, une compensation annuelle de 99,49 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, sise sur le territoire de la municipalité.

Pour tout immeuble à usage mixte, c'est-à-dire qui comprend à la fois une partie à usage résidentiel et une partie à usage non résidentiel, la compensation est exigible pour chaque unité de logement, d'habitation, de bureau ou de local, ou de tout autre établissement et ce, indépendamment du fait que la résidence privée soit située dans la même bâtisse que le commerce, le bureau, le local ou l'autre établissement, à l'exception d'un immeuble unifamilial à usage mixte dont la classe d'identification de la catégorie d'immeuble non résidentiel est de quatre (4) ou moins. Dans ce dernier cas, une seule compensation par logement est fixée pour cet immeuble.

Cette compensation est exigible que le service soit utilisé ou non. Toutefois, le propriétaire peut demander le remboursement de la présente compensation s'il démontre à la municipalité qu'il détient un contrat particulier avec toute compagnie reconnue.

Le propriétaire qui désire se prévaloir de la demande de remboursement doit présenter le contrat annuel conclu avec la compagnie responsable de la l'enlèvement, le transport et l'élimination des ordures ménagères et d'une preuve de paiement. La demande de remboursement doit être transmise à la Municipalité accompagnée des pièces justificatives, entre le 1^{er} et le 30 septembre 2018.

Dans le cas d'un logement bigénérationnel, si l'occupant de la résidence unifamiliale a signé une Déclaration de l'occupant d'un logement bigénérationnel, à l'effet qu'il est l'ascendant ou le descendant du propriétaire et a transmis cette déclaration au service de la Trésorerie de la Municipalité entre le 1^{er} septembre et le 30 septembre 2017, pour la taxation 2018, ce logement sera alors exempté de la compensation. Cette déclaration est disponible au service de la Trésorerie et sera exigée à chaque année.

ARTICLE 21 COMPENSATION POUR LA COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la collecte des matières recyclables, une compensation annuelle de 45,50 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, sise sur le territoire de la municipalité.

Pour tout immeuble à usage mixte, c'est-à-dire qui comprend à la fois une partie à usage résidentiel et une partie à usage non résidentiel, la compensation est exigible pour chaque unité de logement, d'habitation, de bureau ou de local, ou de tout autre établissement et ce, indépendamment du fait que la résidence privée soit située dans la même bâtisse que le commerce, le bureau, le local ou l'autre établissement, à l'exception d'un immeuble unifamilial à usage mixte dont la classe d'identification de la catégorie d'immeuble non résidentiel est de quatre (4) ou moins. Dans ce dernier cas, une seule compensation par logement est fixée pour cet immeuble.

Cette compensation est exigible que le service soit utilisé ou non. Toutefois, le propriétaire peut demander le remboursement de la présente compensation s'il démontre à la municipalité qu'il détient un contrat particulier avec toute compagnie reconnue et acceptant les matières recyclables identifiées dans la Charte des matières recyclables de la collecte sélective élaborée par Recyc-Québec et le comité conjoint sur les matières recyclables de la collecte sélective (comité formé des intervenants jouant un rôle en matière de récupération et de recyclage au Québec).

Le propriétaire qui désire se prévaloir de la demande de remboursement doit présenter le contrat annuel conclu avec la compagnie responsable de la collecte sélective et d'une preuve de paiement. La demande de remboursement doit être transmise à la Municipalité accompagnée des pièces justificatives, entre le 1^{er} et le 30 septembre 2018.

Dans le cas d'un logement bigénérationnel, si l'occupant de la résidence unifamiliale a signé une Déclaration de l'occupant d'un logement bigénérationnel, à l'effet qu'il est l'ascendant ou le descendant du propriétaire et a transmis cette déclaration au service de la Trésorerie de la Municipalité entre le 1^{er} septembre et le 30 septembre 2017, pour la taxation 2018, ce logement sera alors exempté de la compensation. Cette déclaration est disponible au service de la Trésorerie et sera exigée à chaque année.

Dans le cas des unités où s'exercent des usages de nature industrielle, commerciale ou institutionnelle sise sur le territoire de la municipalité qui se prévalent du service de conteneurs en vertu du « Règlement numéro 305-17 relatif à la gestion des matières résiduelles sur le territoire de la Municipalité régionale de comté de Rouville », une compensation annuelle de 530,19 \$ est imposée et sera prélevée pour un conteneur de 4 verges cubes, une compensation annuelle de 766,41 \$ est imposée et sera prélevée pour un conteneur de 6 verges cubes et une compensation annuelle de 971,13 \$ est imposée et sera prélevée pour un conteneur de 8 verges cubes.

ARTICLE 22 COMPENSATION POUR LA COLLECTE DES MATIÈRES ORGANIQUES

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la collecte des matières organiques, une compensation annuelle de 60 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement ou d'habitation desservi sur le territoire de la municipalité.

ARTICLE 23 TARIFS POUR LA FOURNITURE D'UN BAC POUR LA COLLECTE DES MATIÈRES ORGANIQUES

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et la distribution des bacs pour la collecte des matières organiques, les montants suivants sont imposés et seront prélevés :

- Bac brun de comptoir : 0,95 \$
- Bac brun de 240 litres : 16,65 \$
- Bac brun de 360 litres : 21,40 \$

aux propriétaires selon la quantité de bacs livrée.

SECTION 6 COMPENSATION RELATIVE AUX INSTALLATIONS SEPTIQUES

ARTICLE 24 COMPENSATION POUR LE SERVICE DE VIDANGE PÉRIODIQUE DES BOUES DE FOSSES SEPTIQUES

Afin de pourvoir aux dépenses relatives au service de vidange périodique des boues des installations septiques qui est effectué aux deux (2) ans, une compensation annuelle de 63,50 \$ est imposée et sera prélevée sur tout immeuble sur lequel est érigé une résidence isolée et non raccordée au réseau d'égout municipal et ce, indépendamment que les installations septiques soient conformes ou non au Règlement sur le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., c.Q-2, r.22) et ses modifications subséquentes, le tout conformément au Règlement numéro 303-17 sur la vidange périodique des boues de fosses septiques de la Municipalité régionale de comté de Rouville et ses amendements. La compensation annuelle de 63,50 \$ représente 50 % du coût total du service de vidange périodique des boues de fosses septiques, l'autre 50 %, ayant été prélevé au cours de l'année 2017.

Si, sur un immeuble sur lequel est érigé une résidence isolée et non raccordée au réseau d'égout municipal, il existe deux (2) ou plusieurs fosses septiques la compensation annuelle prévue au premier (1^{er}) alinéa sera multipliée par le nombre exacte de fosses septiques et ce, indépendamment que les installations septiques soient conformes ou non au Règlement sur le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., c.Q-2, r.22) et ses modifications subséquentes.

Toutefois, puisque le Règlement numéro 303-17 sur la vidange périodique des boues de fosses septiques de la Municipalité régionale de comté de Rouville prévoit que si la ou les fosses septiques sont utilisées de façon saisonnière, la vidange est effectuée au quatre (4) ans, la compensation annuelle imposée et qui sera prélevée en vertu des premier et deuxième alinéas du présent article sera réduite de 50 %.

ARTICLE 25 COMPENSATION POUR L'ENTRETIEN ANNUEL DES INSTALLATIONS SEPTIQUES AVEC SYSTÈME DE TRAITEMENT TERTIAIRE DE DÉSINFECTION PAR RAYONNEMENT ULTRAVIOLET

Afin de pourvoir aux frais de service pour l'entretien annuel des installations septiques avec système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet incluant les frais d'administration de la municipalité, une compensation annuelle est imposée et sera prélevée sur tout immeuble sur lequel est érigé une résidence isolée située sur le territoire de la municipalité qui est raccordé à une installation septique utilisant un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet installé conformément aux lois et règlements selon l'élément épurateur, à savoir :

- Bionest (SA-3D À SA-6D) : 583,81 \$
- Bionest (SA-6C27D et SA-6C32D) : 758,95 \$
- Ecoflo : 567,46 \$
- Hydrokinetic : 482,94 \$.

**SECTION 7
TAXES SPÉCIALES**

ARTICLE 26 TAXES SPÉCIALES IMPOSÉES PAR LES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT

Il est imposé et il sera prélevé des taxes spéciales aux taux fixés afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles des différents règlements d'emprunt, adoptés par l'ancienne Ville de Marieville et par la nouvelle Ville de Marieville, et pour lesquels le remboursement n'est pas complété. Lesdits taux apparaissent à l'annexe « A » jointe au présent règlement.

ARTICLE 27 APPROPRIATION

Les taux des taxes spéciales sont établis en tenant compte des appropriations suivantes :

- un montant de 482,05 \$ à même le solde disponible du règlement numéro 1151-12;
- un montant de 467,41 \$ à même le solde disponible du règlement numéro 1165-14;
- un montant de 6 305,00 \$ à même le solde disponible du règlement numéro 1166-15;
- un montant de 868,00 \$ à même le solde disponible du règlement numéro 1170-15;
- un montant de 4 618,28 \$ à même le solde disponible du règlement numéro 1174-15;
- et
- un montant de 294,50 \$ à même le solde disponible du règlement numéro 1178-16.

**SECTION 8
MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

ARTICLE 28 APPLICATION

Les règles prescrites dans le présent règlement s'appliquent à toutes taxes ou compensations que la Municipalité perçoit.

ARTICLE 29 COMPENSATION ET TARIFS PAYABLES PAR LE PROPRIÉTAIRE

Les compensations et tarifs édictés par le présent règlement doivent être payés par le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble.

ARTICLE 30 CONSOMMATION MESURÉE AU COMPTEUR

Les compensations pour les services de distribution d'eau potable et d'égout, visant les usagers qui ont un compteur d'eau, sont facturées selon les modalités prévues au règlement numéro 1145-11 intitulé « Règlement sur les compteurs d'eau ».

ARTICLE 31 NOUVEAUX USAGERS DES SERVICES MUNICIPAUX

Pour toute nouvelle construction sur le territoire de la municipalité, les compensations et tarifs pour les services de distribution d'eau potable, d'égout, d'enlèvement, de transport et d'élimination des ordures ménagères, de collecte sélective et de vidange périodique des boues de fosses septiques sont facturés au prorata des jours d'utilisation d'un de ces services, à compter de la plus rapprochée des dates suivantes, savoir :

- à la fin des travaux; ou
- à la date d'occupation.

ARTICLE 32 PAIEMENT DES COMPTES EN UN OU PLUSIEURS VERSEMENTS

Tout compte de taxes, compensations et tarifs dont le total est inférieur à 300 \$ doit être payé en un seul versement, le, ou avant le, 30^{ème} jour qui suit l'expédition du compte.

Tout compte de taxe, compensations et tarifs dont le total est égal ou supérieur à 300 \$, doit être payé, au choix du débiteur, en un (1), deux (2), trois (3) ou quatre (4) versements égaux selon les modalités suivantes :

- le premier versement doit être payé le, ou avant le, 30^{ème} jour qui suit l'expédition du compte;
- le deuxième versement doit être payé le, ou avant le, 60^{ème} jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement;
- le troisième versement doit être payé le, ou avant le, 60^{ème} jour qui suit le dernier jour où peut être fait le deuxième versement;
- le quatrième versement doit être payé le, ou avant le, 90^{ème} jour qui suit le dernier jour où peut être fait le troisième versement.

ARTICLE 33 EXIGIBILITÉ

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu au présent règlement, seul le montant du versement échu est alors exigible.

ARTICLE 34 INTÉRÊTS

Les taxes, compensations et tarifs dus portent intérêt à raison de 12 %, par an, à compter de l'expiration du délai pendant lequel ils doivent être payés.

ARTICLE 35 CHÈQUE REFUSÉ

Lorsqu'un chèque ou un autre ordre de paiement est remis à la Municipalité et que le paiement est refusé par le tiré, des frais d'administration de 15 \$ sont réclamés au tireur du chèque ou de l'ordre, et ce, en sus des intérêts exigibles.

ARTICLE 36 REMBOURSEMENT EN CAS DE PAIEMENT EN TROP

Des frais d'administration de cinq dollars (5 \$) sont exigés à tout citoyen qui demande un remboursement par chèque d'un paiement de taxes versé en trop ou par erreur.

**SECTION 9
ENTRÉE EN VIGUEUR**

ARTICLE 37 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

VOTE : POUR : 5
 CONTRE : 0
 ABSENT : 1

ADOPTÉE

5.2) AVIS DE MOTION**5.2.1 AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT NUMÉRO 1187-17 INTITULÉ « RÈGLEMENT CONCERNANT L'IMPOSITION DES TAUX DE TAXATION, COMPENSATIONS ET TARIFS POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018 »**

Conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19), madame Geneviève Létourneau, conseillère, présente le projet de règlement numéro 1187-17, mentionne son objet et sa portée et que des copies sont disponibles pour le public et donne avis de motion que lors d'une prochaine séance du Conseil, ledit règlement 1187-17 intitulé « *Règlement concernant l'imposition des taux de taxation, compensations et tarifs pour l'exercice financier 2018* » sera présenté pour adoption.

Ce règlement a pour objet de déterminer les différents taux de taxe foncière générale, les compensations et tarifications pour les services municipaux, pour l'eau potable et le service d'égout, ainsi que les modalités de facturation et de paiement de ces taxes, compensations et tarifications pour l'année 2018.

6) **AFFAIRES GÉNÉRALES OU NOUVELLES**

7) **COMMUNICATION DU MAIRE AU PUBLIC**

7.1 **COMMUNICATION DE LA MAIRESSE AU PUBLIC**

8) **PÉRIODE DE QUESTIONS**

9) **LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE**

9.1 **LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 55.

Caroline Gagnon
Mairesse

Mélanie Calgaro, OMA, notaire
Greffière